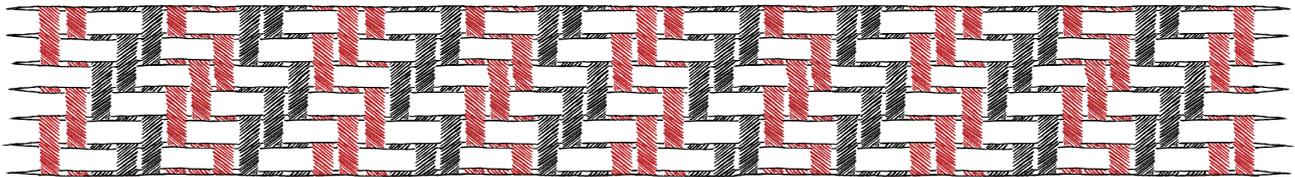


# L'histoire culturelle de l'Europe: un point de vue transnational

**Blaise Wilfert-Portal**

blaise.wilfert @ ens.fr

École normale supérieure, Paris – Institut d'histoire moderne et contemporaine (IHMC)



## Résumé

Le propos de cet article est de montrer que l'histoire culturelle, pensée comme une histoire sociale et transnationale des biens symboliques, peut contribuer de manière décisive à résoudre quelques-unes des apories qui guettent l'historien de l'Europe du XIXe siècle et du début du XXe siècle. S'agit-il, alors, du temps de l'apogée de la nation, ou au contraire du temps de la première mondialisation ? Faut-il placer au premier plan du récit la construction des identités nationales, l'érection des frontières et la cataclysmique conflictualité internationale, ou au contraire l'intensification des circulations des biens et des personnes, la constitution d'une société civile et politique internationale et la convergence croissante des économies et des sociétés euratlantiques ? Une perspective utile pour dépasser ces apories est de montrer, à travers l'étude de la circulation des biens symboliques, et en prenant l'exemple de la traduction littéraire, comment ces deux histoires traditionnellement opposées s'articulent en réalité étroitement l'une à l'autre, pour proposer une histoire transnationale de l'*inter-nationalisation* de l'Europe contemporaine.

**Mots-clés:** Traduction; Nationalisation; Histoire transnationale; Mondialisation; Littérature.

## Abstract:

This paper tries to demonstrate that cultural history, conceived as a social and transnational history of symbolic goods, can actively contribute to solve some of the thorniest questions that beset historians of nineteenth and twentieth century Europe. Have we to talk of the climax of the nation, or on the contrary of an era of globalisation, when we deal with that period ? What has to be at the forefront of our narrative ? the building of national identities, the hardening of borders and the terrifying world wars, or the growing flows of persons and goods, the institutionalization of a civil and political international society and the convergence of atlantic economies and societies ? A good way to try to overcome those aporias would be to show, through the study of symbolic goods and their production, circulations, reception and canonization, and more precisely the study of the thick case of literary translation, how those usually opposed narratives articulate closely with each other, to propose a transnational history of the modern european *inter-nationalisation*.

**Keywords:** Translation; Nationalisation; Transnational history; Globalisation; Literature.

L'époque contemporaine de l'Europe, de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, est souvent présentée comme le temps de la nation. Des révolutions atlantiques du dernier quart du XVIII<sup>e</sup> siècle, fondées notamment sur la substitution du langage de la nation souveraine à celui du droit divin pour définir les sociétés politiques, jusqu'à la reconstruction sous les auspices américaines et soviétiques d'un continent ravagé par trente ans de guerres, en passant par l'extraordinaire et terrifiant *impetus* impérial des nationalisations concurrentes qui engloutit le vaste monde dans leurs jeux de puissance au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la nation<sup>1</sup> apparaît, à juste titre, comme une force historique majeure, peut-être la dynamique principale de l'Europe entre 1770 et 1950. On peut même affirmer que par le truchement des empires avec lesquels elle a des relations complexes<sup>2</sup> elle est à l'origine d'un mouvement mondial, dont les décolonisations et la multiplication des États-nations dans le cadre de l'ONU (121 États créés depuis 1945, pour un total de 193 en 2006) sont des manifestations<sup>3</sup>.

Ce grand récit de l'histoire de l'Europe contemporaine sous le signe de la nationalisation se trouve pourtant, surtout depuis une décennie, mis en question par un autre récit, lui aussi abondamment nourri par des recherches de tous ordres, qui fait de la même période le moment décisif de la globalisation, marqué par un niveau sans précédent de circulations des biens et des personnes, par la mise en place de régulations internationales sophistiquées, par l'instauration d'un système mondial architecturé par la domination britannique, par la structuration de réseaux internationaux (ferroviaires, maritimes, télégraphiques, électriques, postaux), par l'unification juridique du monde sous la pression des systèmes de droit des puissances atlantiques, et finalement par l'organisation de grandes institutions politiques et économiques mondiales, d'une puissance, d'un ressort et d'une ambition inégalés<sup>4</sup>.

Principalement documenté par des historiens de l'économie, mais aussi de plus en plus par des spécialistes des institutions et des relations internationales, ce moment mondial soit disparaît du champ de vision des historiens des nations européennes, soit apparaît comme une évolution contradictoire, limitée à la période du libéralisme triomphant (1830-1880), et contrariée par la montée en puissance, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, des empires et du protectionnisme, ou, si on suit les intuitions précoces de Karl Polanyi (1983) notamment, arrêtée et inversée par la « guerre de Trente ans » du XX<sup>e</sup> siècle. Ce séquençage peut pourtant laisser sceptique: s'il s'appuie sur la constatation évidente de l'intensité atroce des conflits mondiaux, qu'il relie souvent à l'effondrement du commerce international et au retour du protectionnisme national entre 1930 et 1950, il fait fi, par exemple, de la croissance régulière et continue du nombre, de la taille et de l'importance des institutions internationales étatiques, paraétatiques ou non-gouvernementales qui sont nées des deux guerres mondiales, dépassant les apories d'une mondialisation incomplète par une nouvelle étape dans l'intégration mondiale des États; il néglige aussi le poids des dernières décennies, depuis 1950 et surtout depuis 1980, qui, en retrouvant puis dépassant les niveaux de circulation internationale de capitaux ou de marchandises des années 1900, tendent par exemple à inverser le sens du récit, en semblant faire précisément des années 1890-1950 une parenthèse dans une tendance longue à l'extension mondiale des chaînes d'interdépendance.

Ce ne sont là que quelques exemples des difficultés rencontrées par les historiens de l'Europe moderne et contemporaine pour articuler deux des fronts historiographiques les plus dynamiques des trente dernières années, d'une part l'histoire de la nation et du nationalisme, et d'autre part l'histoire de la mondialisation et l'histoire globale, croisée, connectée ou transnationale<sup>5</sup>. Mais

il est possible que certaines au moins de ces difficultés puissent être partiellement levées par le choix de changer de terrain principal d'enquête, en s'appliquant à aborder ces enjeux par le biais de l'histoire culturelle. Ce qui implique tout d'abord de lever quelques ambiguïtés sur ce que peut recouvrir ce terme polysémique et ductile, ensuite de prendre la mesure du fait que l'histoire culturelle de l'Europe ou en Europe a été tout particulièrement marquée par le nationalisme méthodologique, dont il faudra donc essayer de trouver le moyen de se défaire, pour ensuite tenter de définir les méthodes et les enjeux d'une histoire transnationale de la culture en Europe, en prenant comme exemple le cas de la traduction littéraire.

### 1. Sociale et culturelle, indissociablement

Se saisir des difficultés posées par l'articulation des dynamiques historiques de la nationalisation et de celles de la mondialisation, et proposer de l'aborder précisément par ce qu'il est coutume d'appeler la culture, c'est tenter de proposer un point de vue particulier et peu usité, qui peut se révéler particulièrement fécond. Il faut pourtant, pour apprécier cette perspective, se défaire d'une image immédiate, véhiculée non sans raison par le sens commun de l'histoire et plus largement des sciences sociales, qui fait de l'histoire culturelle une histoire un peu mièvre des *représentations*, tiraillée entre une conception anthropologique englobante de la culture comme système de significations partagé par une société et définissant sa particularité, et une conception étroite qui correspond à peu près au territoire du ministère français de la Culture et fait de la culture une sorte de domaine en soi, parfois saisi par « le politique », et justiciable d'une lecture en termes de goûts, de croyance, d'idéologie et d'imaginaire. Il ne s'agira pourtant pas ici d'une histoire des idées, d'une histoire des représentations ou même d'une histoire « culturelle du politique » à l'échelle de l'Europe. Dans la lignée des travaux de Frédéric Barbier, Christophe Charle, Roger Chartier, Daniel Roche, Jean-Yves Mollier, Robert Darnton, pour ne citer que quelques-uns des historiens les plus proches, cette histoire culturelle est conçue comme une histoire des biens symboliques<sup>6</sup>, de leurs producteurs, de leurs contenus et de leur réception: il s'agit aussi bien d'une histoire économique, d'une histoire sociale et d'une histoire politique que d'une histoire culturelle – puisque cette étiquette a semblé parfois porter la prétention à définir une méthode et un paradigme, et non pas seulement des objets.

Pour simplifier, il convient de mettre à distance deux des définitions effectivement en usage dans nombre d'histoires de la culture et de la pensée européennes, qu'on peut évoquer à travers les cas, particulièrement polaires, de John Burrow (2002), représentant éminent de l'École dite de Cambridge, et de Donald Sassoon (2006) – il s'agit de les critiquer du point de vue de l'extension de ce qu'ils incluent comme culture ou comme pensée.

Le premier n'envisage comme pensée européenne que les systèmes textuels et idéologiques les plus organisés, les plus formalisés et sophistiqués, parce qu'ils définissaient selon lui un espace discursif commun fondé sur un certain contrôle du langage, de l'argumentation et du détachement savant. C'est précisément cette restriction aux produits intellectuels les plus normalisés qui lui permet d'envisager quelque chose comme un espace européen, celui des débats savants fondés sur le partage d'une norme intellectuelle commune. Le second refuse de prendre réellement en compte les productions savantes, les beaux-arts ou l'avant-gardisme esthétique dans son panorama continental, parce que ces manifestations symboliques relèvent seulement de la consommation raffinée des élites, dont l'impact serait très faible sur les évolutions d'ensemble

de la culture des Européens, et au fond parce qu'elles auraient été largement illusoires dans leur prétention esthétique et intellectuelle à échapper à l'extraordinaire puissance du marché. Au contraire, il faut souligner que les avant-gardes culturelles et intellectuelles n'auraient jamais existé sans le marché et l'étatisation contestée de la culture<sup>7</sup>, sans les rapports complexes qu'elles ont entretenu avec la commercialisation et la diffusion pédagogique des œuvres et des textes<sup>8</sup>, que même les savants les plus exigeants ont affaire au capitalisme d'édition; mais il est aussi nécessaire de comprendre que l'invention d'espaces non marchands d'accès aux beaux-arts, l'invention de politiques d'État visant à favoriser systématiquement des circulations intellectuelles non immédiatement rentables, et l'existence même de l'édition d'avant-garde, dont la pérennité économique est devenue une évidence, mais sur la base des *long-sellers* et non sur celle des *best-sellers*, parmi bien d'autres exemples, attestent que la culture déborde et de loin le seul modèle analytique du marché, comme le prisme de la lecture idéologique et politique. Comme l'écrit Christophe Charle (2010), il faut tenter une « histoire culturelle de l'Europe compréhensive, qui ne privilégierait ni une zone particulière, ni un mode d'appréhension de la culture (production *vs* diffusion ; consommation *vs* transmission ou héritage), ni une forme particulière (écrite *vs* orale, visuelle *vs* imprimée, etc.), ni une strate de destinataires supposés ».

Faire ainsi l'histoire des littératures en Europe, en effet, c'est évoquer Walter Scott, Ibsen ou Hofmannsthal, le théâtre, le roman historique et le livret d'opéra, le romanesque national, la « pièce bien faite » et le postsymbolisme, soit des objets classiques des sciences littéraires et artistiques, formulés en terme d'esthétiques, de genres et de formes, mais ce peut être aussi s'efforcer de comprendre un cas particulièrement spectaculaire de best-seller paneuropéen et ses effets sur les nouvelles maisons d'édition européennes du début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>, de comprendre le rôle de l'importation des techniques théâtrales parisiennes sur la transformation des théâtres de province en Norvège comme en Allemagne du Nord<sup>10</sup>, et d'interroger la position de la haute bourgeoisie juive dans le système des métropoles européennes du début du XX<sup>e</sup> siècle (LE RIDER, 1997). Étudier Croce, Diderot et Panofsky, c'est naturellement restituer leurs conceptions de l'art et les logiques intellectuelles de leurs critiques et histoires de l'art, mais ce peut être aussi comprendre la contribution de Croce au rayonnement maintenu de Naples comme haut lieu de la philosophie européenne<sup>11</sup>, établir le rôle du discours critique dans la détermination des grandeurs artistiques<sup>12</sup> et interroger la constitution des histoires de l'art national en Europe et l'enjeu que représentait pour elles la mainmise sur la référence médiévale<sup>13</sup>. Travailler en histoire culturelle européenne sur Chagall, sur le néo-classicisme ou sur la photographie dans les années 1930, c'est naturellement restituer des filiations et des ruptures, étudier des usages de la couleur ou du folklore et retracer l'évolution des dispositifs de construction de l'« actualité », mais ce doit être aussi comprendre la géopolitique de la contestation paneuropéenne des cultures de cour à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>14</sup>, retrouver les formes et les logiques de l'internationalité des avant-gardes de la peinture au temps du Modernisme<sup>15</sup>, et analyser la structure économique des médias de masse au temps des fascismes<sup>16</sup>.

## 2. Des limites du nationalisme méthodologique en histoire culturelle

L'histoire culturelle ainsi conçue est une voie d'entrée particulièrement précieuse dans l'histoire de l'Europe contemporaine, du fait de la multiplicité des objets qu'elle touche, de la complexité de leur statut symbolique et de leur poids économique et politique, et ce bien loin des fadeurs ductiles de l'histoire des représentations. Elle a toutefois souffert jusqu'à présent d'une forme d'asymétrie, qui la rend très présente sur le versant « national » de l'histoire européenne,

et relativement peu sur le versant international, global ou transnational, comme on voudra<sup>17</sup>. Ce qui caractérise la plupart du temps ces études, c'est en effet leur nationalisme méthodologique. Par nationalisme méthodologique, il faut entendre une forme de biais implicite et le plus souvent structurel de l'écriture de l'histoire, et en général des humanités et des sciences sociales depuis leur institutionnalisation au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. En littérature comme en histoire, en sociologie comme en économie, en philosophie comme en géographie, le cadre national a fixé le programme des enquêtes – on travaille sur la littérature française, l'histoire allemande, l'économie espagnole –, les sources à mobiliser – les statistiques professionnelles nationales en sociologie, la comptabilité nationale en économie, le canon littéraire dans le domaine des humanités –, et donc inévitablement aussi l'interprétation – les formes esthétiques « françaises » sont particulières, puisque le cadre d'étude le présuppose, l'« économie espagnole » a des forces et des faiblesses, comme on le dirait d'une personne, l'histoire allemande se comprend comme une voie particulière tracée depuis Luther, puisqu'on ne cherche d'éléments d'interprétation que dans l'histoire allemande, etc. Le nationalisme méthodologique est pour ainsi dire à l'origine de l'activité historique, au moins dans la version universitaire et professionnalisée qu'on lui connaît en Europe occidentale depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle environ<sup>18</sup>, et il est toujours structurant pour une part décisive de la discipline.

Il est pourtant possible d'interroger de nombreuses manières le nationalisme méthodologique dominant dans l'histoire culturelle européenne, et donc de proposer des voies de renouvellement. La première mise en cause critique, la plus simple à formuler, et qui a d'ores et déjà produit des travaux importants et utiles, consiste à s'interroger sur l'unicité proclamée de telle ou telle voie nationale, et à la soumettre à des comparaisons systématiques. Est-il légitime, par exemple, de présenter l'affaire Dreyfus comme la preuve d'une spécificité irréductiblement française pour ce qui concerne les rapports entretenus par les hommes de lettres avec le pouvoir politique, quand les mêmes années 1895-1905 ont été marquées, en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne, dans le Reich allemand, par des mobilisations d'écrivains et de savants de grande ampleur sur des enjeux politiques et sociaux majeurs – de la répression contre l'anarchisme à la fermeture des hauts postes universitaires aux Juifs, du maintien de la censure sur la littérature et les arts à la nécessité de la modernisation politique par l'éducation populaire –, et alors que les logiques de structuration de ces affrontements présentent des traits d'une homologie frappante<sup>19</sup>?

La deuxième mise en cause du nationalisme méthodologique histoire consiste à s'interroger sur les synchronies que présentent les différentes étapes de la nationalisation et de l'internationalisation. Il est frappant de constater, par exemple, que la guerre des Sept ans, qui vit l'Europe se déchirer dans le cadre d'un conflit à l'échelle mondiale, et dans l'ombre portée de laquelle nombre des mouvements politiques contestataires « patriotes » se mobilisèrent pour contester l'ordre politique institué<sup>20</sup>, s'inscrit aussi dans une période de très forte poussée des circulations littéraires vernaculaires en Europe, avec l'apparition de véritables best-sellers paneuropéens et l'impact décisif de l'ensemble des processus de traduction dans l'invention du roman moderne<sup>21</sup>. Les années 1880-1900 sont, quant à elles, marquées par la structuration de mouvements politiques explicitement nationalistes, dans lesquels écrivains et artistes tinrent une place essentielle, notamment pour promouvoir la nécessité de préserver ou de dynamiser la culture nationale contre l'étranger, alors que, dans le même temps et souvent d'ailleurs avec les mêmes participants, le droit d'auteur international se structurait (LÖHR, 2010), des congrès internationaux des sciences philologiques et historiques étaient organisés (BENDER, 2009),

des instituts culturels nationaux fondés par les « grands » pays à vocation impériale s'installaient dans toute l'Europe, et les différentes capitales culturelles européennes voyaient s'organiser des formes normalisées de présence des « cultures étrangères », à travers des sections spécifiques dans les musées, des collections de littératures étrangères dans les maisons d'édition, des rubriques dédiées dans les grandes revues généralistes et dans les revues d'avant-garde.

La troisième mise en cause du nationalisme méthodologique est la plus radicale et la plus importante: elle consiste à mettre en évidence, dans chacune des évolutions nationales présentées comme des dynamiques internes aux différentes sociétés européennes, la part décisive qu'y tiennent en réalité des étrangers, des processus transfrontaliers, des références internationales, des processus globaux. L'histoire de la littérature anglaise a largement été inventée et nourrie par des hommes de lettres français, et la référence à la littérature française y est permanente et structurante même quand une nouvelle génération d'auteurs anglais a pris le relais des Chateaubriand, Taine et Jusserand qui l'avaient initiée<sup>22</sup>. La secousse paneuropéenne produite dans les années 1890 par les pièces les plus novatrices d'Ibsen a été décisive pour la structuration du théâtre national britannique et la réinvention du Globe comme lieu de célébration de Shakespeare<sup>23</sup>. La modernisation de l'édition barcelonaise, dans les années 1920-1930, est inséparable de l'importation active de méthodes, de modèles éditoriaux et de machines allemandes (BOTREL; INFANTES; LOPEZ, 2003). Et, tout au long de la période, la constitution du droit d'auteur, de Beaumarchais jusqu'à l'Institut international de la coopération intellectuelle, dans l'entre-deux-guerres, en passant par la convention de Berne de 1886, associe étroitement élaboration d'un droit national de protection des auteurs, organisation corporative nationale (pour les éditeurs, les gens de lettres, la profession journalistique) et invention d'un droit d'auteur international: faire respecter ce droit à l'étranger impliquait de structurer les différents territoires en espaces nationaux, chacun reconnaissant le droit d'auteur pour ses nationaux et organisant ses professions du livre à l'échelle nationale<sup>24</sup>.

### 3. Une histoire transnationale?

Tous ces exemples montrent qu'il est très difficile de s'en tenir à un récit internaliste pour rendre compte de l'histoire des « nations » européennes. Une telle critique des modes dominants de récit national est articulée depuis deux décennies maintenant par une nébuleuse de chercheurs elle-même pluri-, trans- et même peut-être postnationale. On peut rassembler les différentes formes que prend cette critique sous le vocable d'histoire transnationale, y associer, après le temps des fondateurs de la notion (Raymond Aron, Robert Keohane et Joseph Nye, Karl Kaiser et Johan Galtung, dans les années 1950-1970, les anthropologues de la globalisation, autour du Center for Transcultural Studies de Chicago: Arjun Appadurai, Paul Gilroy, Gayatri Spivak ou Carol Beckenridge, tous extérieurs à la profession historique), les grands chantiers et les grandes réalisations collectives, depuis les années 1990, que constituent l'histoire transnationale de l'Allemagne contemporaine (Sebastian Conrad, Jürgen Osterhammel, Michael Geyer, David Blackbourn)<sup>25</sup>, le La Pietra Project et la réécriture de l'histoire des États-Unis (Thomas Bender, Charles Bright, Prasenjit Duara, notamment)<sup>26</sup>, l'histoire des transferts culturels franco-allemands initiée et mise en œuvre par Michel Espagne et Michael Werner, et relayée par l'initiative franco-allemande majeure que constitue le portail *geschichtetransnational* sous la direction de Matthias Middell.

Cette perspective aboutit à l'ouverture de pistes de recherche considérables, de plusieurs

ordres. Elle remet au centre de l'analyse historique des figures, des personnages et des phénomènes qui, par force, se trouvaient relégués aux marges par les analyses formulées en termes nationaux: les migrants, les réfugiés, les exilés, les déplacés, les voyageurs, les produits de l'étranger, les traductions savantes et littéraires, les correspondances internationales, les bi- ou multinationaux, les réseaux techniques, les circulations de capitaux, les zones frontières, les mariages mixtes, et bien d'autres encore. Elle place sous les feux de la rampe les institutions internationales, transnationales ou supranationales – de l'Union postale universelle à l'OMC – qui structurent une part décisive de notre monde depuis deux siècles, mais qui n'ont pas reçu, et de loin, toute l'attention qu'elles méritent. Il est bon, précisément, de sortir tous ces objets historiques d'une imagerie qui en fait les restes d'une période pré-nationale ou le rêve internationaliste de quelques utopistes pour les replacer au centre des logiques de la société européenne industrielle, commerçante et nationalisée, et de ses immenses besoins de régulation inter-nationale<sup>27</sup>.

Cette perspective transnationale permet aussi de mettre en évidence combien les relations, les circulations, les références, les capitaux – symboliques, sociaux et culturels autant que financiers – étrangers sont essentiels pour l'invention de ce système de domination extrêmement dynamique que représentent l'État national et la nationalisation des rapports sociaux et politiques: pas de nationalisation sans organisation des modalités des circulations internationales, pas de nationalisation sans contrôle des flux, et pas d'accélération de la mobilité internationale sans réorganisation profonde des circulations nationales. De ce fait, cette histoire transnationale propose notamment de penser tout autrement les relations internationales, le statut de l'État et la question de la légitimité des élites nationales: puisqu'il n'y a pas d'élite nationale qui ne doive une part essentielle de sa légitimité à sa capacité à placer favorablement la communauté qu'elle domine dans le système international du pouvoir, il faut essayer, pour écrire une socio-histoire de l'Europe contemporaine, de restituer la structure et la dynamique de ce qu'on peut appeler un champ européen du pouvoir, en démarquant la notion de « champ du pouvoir » proposée en son temps par Pierre Bourdieu, afin de dépasser les apories de celle de « classe dominante »<sup>28</sup>. Les relations interétatiques, telles qu'elles sont saisies traditionnellement par l'histoire des relations internationales, ne représentent pas, et de loin, les seules formes de relations qui existent à l'intérieur de ce champ du pouvoir; le pouvoir d'État, et donc l'action internationale, n'est qu'une des formes possibles de la domination. Une forme certes parfois tout à fait cruciale, mais parfois aussi tout à fait secondaire, en fonction de la taille des États concernés, mais aussi des fractions des élites auxquelles appartiennent les acteurs, ou encore des différentes stratégies déployées pour réaliser l'équilibre le plus profitable entre étatisation et laissez-faire. L'histoire transnationale, en ce sens, s'inscrit pleinement dans le long débat qui anime les théoriciens des relations internationales et de la globalisation, depuis Robert Keohane, Joseph Nye et Samuel Huntington dans les années 1960 jusqu'à Saskia Sassen (2009), Ulrich Beck (2000) et Arjun Appadurai (1996) de nos jours; elle se fonde sur l'hypothèse selon laquelle la transnationalisation décrite dans les années 1960 comme une nouveauté liée au développement des circulations de capitaux en dollars, aux multinationales américaines et à la multiplication des touristes venant du même empire (KEHOANE, 1972), n'était en fait pas une nouveauté, mais une dynamique fondamentale des transformations sociales et politiques à l'œuvre depuis deux siècles et demi notamment en Europe de l'ouest et dans l'espace atlantique.

Elle met aussi de ce fait en cause deux idées fréquentes dans la littérature sociologique et anthropologique sur la mondialisation « actuelle »: l'idée que la période récente – avec tout le flou

que comporte cette chronologie – marque le passage à l'ère de la mobilité, et l'idée subséquente que cette mobilité met en cause le pouvoir de l'État, qui tend inéluctablement à décliner. Au contraire, l'histoire transnationale invite à penser que la nationalisation des sociétés est bien une « mobilisation », dans le double sens de l'augmentation constante des ressources extraites des hommes et des choses qu'ils contrôlent par les pouvoirs pour soutenir leurs luttes<sup>29</sup> et de la mise en mouvement des personnes, des objets et des formes symboliques, cette force sans précédent des empires modernes<sup>30</sup>. Nulle nécessité alors de penser que l'intensification des circulations, des mobilités, et l'extension des chaînes d'interdépendance affaiblit, voire dissout le pouvoir d'État: en perspective historique, il se pourrait bien que ce fût exactement l'inverse.

Mais, à rebours aussi d'une représentation totalement fluide du monde, la perspective transnationale insiste bien sur la nécessité de penser l'importance des frontières, la prégnance des processus de territorialisation, la nécessité de comprendre la démultiplication, dans l'histoire des trois derniers siècles, des dispositifs de contrôle, d'orientation, de régulation et d'exploitation de ces mobilités. Il ne s'agit pas de verser dans l'idée selon laquelle il n'y aurait que fluidité, mobilités et modularité infinie: lorsque Sebastian Conrad (2006), Christophe Charle (2008) ou Thomas Bender (2002) insistent sur le rôle essentiel des chaînes d'interdépendance à l'échelle mondiale dans l'histoire du deuxième Reich, sur le rôle crucial du rapport à l'étranger dans la régulation professionnelle de l'opéra français en 1900, ou sur l'impossibilité de rapporter l'histoire américaine au seul motif de la frontière de l'Ouest compte tenu de la mondialité congénitale des États-Unis, ils indiquent que c'est dans ces circulations, ces réseaux et ces systèmes mondiaux mêmes que se constituent les dynamiques modernes de territorialisation, que se structurent les espaces et que se créent les frontières. Le terme de « transnational » le manifeste: c'est en étudiant ce qui circule, ce qui bouge, ce qui relie et ce qui met en système qu'on a des chances, peut-être, de rendre le mieux compte de ce qui fixe, encadre et stabilise les hommes, les choses et les mots.

Une conséquence de cette orientation transnationale est aussi d'aiguiller vers une solution pragmatiste, au moins *par provision*, à la question de la délimitation et de la définition de l'Europe. Cette question est parfois tranchée de manière abrupte en fonction d'une définition *a priori* – l'héritage de la Grèce, de Rome et de la chrétienté médiévale, par exemple –, ou d'une définition politique au moins partiellement arbitraire – la région du globe caractérisée par la dissolution des grands empires et la concurrence systématique et généralisée d'unités politiques modestes incitées de ce fait à l'innovation institutionnelle, militaire et économique pour survivre<sup>31</sup>, ce qui revient à exclure assez rapidement Byzance, l'Empire Ottoman et la Russie –, ou économiquement réductrice – mentionnons par exemple l'Europe de l'Ouest d'Immanuel Wallerstein (1979) et son invention conjointe de l'impérialisme et du capitalisme autour de 1450.

C'est en réalité l'idée d'une définition essentielle de l'Europe qui apparaît empiriquement vouée à l'échec, tant elle est constamment confrontée à des exceptions et des contre-exemples, et tant elle a pour conséquence de figer dans une unité fautive une région du monde caractérisée par l'intensité de ses conflits, de ses affrontements internes, et par la variété de ses modes de relations avec les autres parties du monde. Il pourrait s'agir donc de définir l'Europe au contraire comme une arène changeant en fonction des conflits, des configurations de pouvoir et des circulations qui l'animent: à partir de la dissolution de l'Empire carolingien, si l'on veut une périodisation longue, mais surtout à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, pour s'en tenir à la chronologie qui nous occupe

ici, le promontoire de l'Eurasie est caractérisé par l'intensité des conflits, des concurrences, des circulations internes et des débats qui le traversent, et c'est dans ces processus mêmes que se forge une part essentielle des dynamiques qui donnent aux groupes sociaux qui s'y confrontent leur capacité d'expansion, d'affirmation et de réinvention. Définir l'Europe comme un champ de luttes, une constellation de forces, un système de circulations, et donc un ensemble d'enjeux de conflits autour desquels se groupent des configurations variables d'acteurs intéressés à y asseoir leur domination ou à s'y insérer, c'est s'autoriser à faire varier en fonction des moments et des enjeux le nombre, la nature et la position des participants au jeu, et donc se permettre d'intégrer à l'histoire européenne aussi bien la Turquie de Kemal que l'Helsinki d'Elias Lönnrot, sans pour autant placer systématiquement la Finlande dans l'horizon obligatoire de tous les objets d'études européens, ni affirmer systématiquement « l'européanité » de la Turquie. Cette définition de l'Europe, qu'on pourrait dire pragmatiste, comme configuration de pouvoir délimitée par l'ensemble des acteurs qui s'y investissent à un moment donné permet de sortir d'une vision par principe territoriale, et donc *volens nolens* étatico-nationale. Et de pousser, sans solution de continuité, jusqu'aux confins coloniaux, impériaux et/ou atlantiques.

### **La traduction littéraire comme point d'observation**

Comme toujours, un énoncé programmatique de ce genre peut paraître totalement abstrait, et donc laisser plus que sceptique même le lecteur qui a eu le courage de le parcourir jusqu'au bout. Je voudrais, pour donner de la consistance à ce projet général, donner l'exemple d'un objet d'histoire culturelle pouvant être éclairé par une perspective européenne et permettant à son tour de voir l'histoire européenne sous un nouveau jour: celui de la traduction littéraire dans l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>. C'est mon domaine de recherche personnel, mais qui s'inscrit aussi dans le cadre des programmes de recherches de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine, notamment le programme franco-allemand Transnat (en collaboration avec l'Université de Sarrebrück et l'Université de Marburg), soutenu depuis 2012 par l'ANR et la DFG.

Pourquoi la traduction? En matière de littérature primaire, la traduction publiée en volume est, en dehors de petits cercles de lettrés polyglottes qui parviennent à lire en langue étrangère, de loin le principal mode de circulation des œuvres. Depuis le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle au moins, en Europe, la littérature fictionnelle, poétique ou théâtrale peut toucher un lectorat de grande taille, que seules auparavant les publications religieuses pouvaient atteindre, dans un contexte bien sûr d'alphabétisation croissante, mais surtout de développement de populations urbaines assez à l'aise pour consacrer une part non négligeable de leurs revenus à l'acquisition d'objets imprimés. Cela donne à la littérature poétique, fictionnelle et théâtrale, la possibilité de se diffuser à des niveaux inconnus jusqu'alors. A condition toutefois, s'il s'agit d'un texte écrit initialement en langue étrangère, d'être traduit. La traduction en volume (ou son prodrome, au XIX<sup>e</sup> siècle, la publication en livraisons dans les revues), est donc l'opération qui permet vraiment la circulation de la littérature allophone dans une aire linguistique donnée, du moins selon les critères modernes de la circulation des textes littéraires, définie par son ampleur, sa rapidité et sa capacité à déborder, et de loin, les seules catégories étroites des lettrés. A ce titre, étudier la traduction littéraire, c'est étudier l'une des modalités essentielles de circulation des œuvres à l'époque contemporaine.

La nationalisation des disciplines universitaires et du discours sur la littérature en général a longtemps interdit de faire de l'étude de la traduction une part significative des études littéraires,

dans les différentes traditions savantes européennes. La science de la traduction a donc été l'apanage de la linguistique, qui l'a utilisée pour contribuer à la science des différentes langues, et parfois aussi à la théorie du langage; ou le fait d'une discipline au statut étrange, complexe et toujours débattu (Gayatri Spivak en a annoncé il y a quelques années la mort, par exemple), la littérature comparée, à l'intérieur de laquelle la traduction n'a très longtemps eu qu'une place mineure dans les *études de réception* ou à titre d'observatoire des questions d'*imagologie*. Mais plus qu'une simple question de circulation des textes, de diffusion et de réception des œuvres, voire de production des réputations, ces traductions, si on les prend non pas seulement comme des opérations linguistiques mais *aussi* comme des opérations de publication, mettaient en jeu une part essentielle des structures des communautés lettrées européennes, en mobilisant des éditeurs, des traducteurs, des commentateurs, des critiques, en autorisant des stratégies parfois radicales de reconfiguration du marché littéraire, en interrogeant le statut national de la langue, en mettant en cause les canons et les hiérarchies, en mobilisant parfois les efforts des autorités professionnelles, mais aussi politiques, sur les questions de droit d'auteur et de puissance culturelle nationale. Comme pour l'approche littéraire toutefois, l'étude de la traduction a été dans l'ensemble très rare dans le domaine de l'histoire du livre<sup>33</sup>, dominée par une forme de nationalisme méthodologique qui incitait à étudier la constitution de systèmes éditoriaux conçus d'abord comme nationaux<sup>34</sup>.

Il faut le reconnaître: depuis plusieurs décennies, une voie d'accès, étroite mais importante, a été ouverte sur ces questions de traduction, qui articule les traditions de la littérature comparée, de l'histoire littéraire, de l'histoire des historiens et des sciences sociales de la culture. Les *translation studies*, depuis au moins Gideon Toury, ont élargi le fondement traductologique de leur programme initial et développé des recherches sur les dimensions économiques, sociales et politiques de la traduction, depuis l'Espagne médiévale jusqu'à la constitution des empires coloniaux en passant par les Grandes découvertes et les origines globales de la science moderne. Anthony Pym, Emily Apter, Lawrence Venuti, Lieven d'Hulst, Theo Hermans, Fritz Nies, Norbert Bachleitner, Gisèle Sapiro, Mary-Helen McMurrin, sont quelques-uns des noms qu'il faut citer dès qu'on envisage une enquête de quelque ampleur sur le rôle et la place de la traduction et des traducteurs dans l'espace mondial des langues et de la culture. Mais il reste à en faire un outil cohérent et systématique pour tenter de répondre aux difficultés historiographiques que j'ai évoquées plus haut, à partir du dépouillement de sources primaires de grande ampleur, de la mobilisation de l'énorme quantité d'études disponibles sur des traducteurs, des œuvres traduites et des processus ponctuels de réception de littérature en traduction, et de leur articulation à l'intérieur d'un modèle analytique cohérent, à l'échelle du champ du pouvoir européen. A ces conditions, l'étude de la traduction est une excellente voie d'enquête pour une histoire transnationale de la culture en Europe, mais aussi des élites européennes en général, à la fois dans leur dimension nationale et dans leurs dimensions internationales.

### **Deux exemples: Charles Dickens et Gabriele d'Annunzio**

Je voudrais donner ici deux exemples. Le premier porte sur un épisode peu connu du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, celui de la traduction des œuvres de Charles Dickens par Louis Hachette<sup>35</sup>. L'opération d'importation de Dickens en France par Hachette trouve son origine dans une correspondance échangée entre l'éditeur et l'auteur britannique au cours de la deuxième partie des années 1850, et qui est conservée, pour une bonne part, dans les archives Hachette à l'Institut mémoire de l'édition contemporaine, à Caen<sup>36</sup>. Le 1<sup>er</sup> février 1856, Hachette adressait à Dickens

un projet de contrat portant sur la traduction de onze romans du Britannique, qui permettait à l'éditeur de s'assurer du monopole de traduction du romancier en France, à condition de lui acheter les droits sur l'ensemble des romans et d'assurer de bonnes conditions de traduction, très précisément supervisées par un maître d'œuvre proche de Louis Hachette, Paul Lorain, qui coordonnerait de manière centralisée et suivant des procédures standard le travail d'une dizaine de traducteurs recrutés à leur tour sur contrat. Pour l'occasion, Louis Hachette, éditeur jusque-là principalement spécialisé dans l'édition scolaire, mobilise donc ses divers réseaux, la technostucture de sa maison et rationalise le travail de traduction comme jamais. Hiérarchisation, division des tâches, centralisation, procédures de contrôle, coordination de l'opération dans le temps, dispositif promotionnel pour authentifier la traduction: il s'agit bien d'une opération de type industriel, rationalisée et normalisée, en rupture avec les pratiques de traduction de toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle place l'opération de traduction au coeur de la stratégie de l'éditeur.

Louis Hachette engage aussi ses capitaux dans l'affaire, à un niveau exceptionnel. Le paiement des droits pour la traduction – qui représente dans une large mesure une nouveauté à l'époque, quand tant de traductions paraissaient sans certification ni rémunération aucune de l'auteur – et la rémunération du maître d'œuvre et des traducteurs lui coûtent plus de 35 000 francs de l'époque. Compte tenu des divers frais de publication et de commercialisation, l'ensemble de cette opération Dickens risquait de coûter aussi cher que l'achat de tout un catalogue de littérature à succès<sup>37</sup>. Il s'agit donc d'une entreprise de très grande importance, adossée naturellement au succès européen de Dickens, mais aussi inscrite dans une stratégie complète, qui déborde et de loin son seul cas. Depuis 1852, à l'imitation de l'éditeur anglais W. H. Smith, Louis Hachette a lancé ses Bibliothèques des chemins de fer, qu'il compte remplir avec une nouvelle collection dédiée, la Bibliothèque des chemins de fer; mais il lance aussi en 1857, l'année même de la convention avec Dickens, la Bibliothèque des meilleurs romans étrangers, et c'est elle qui reçoit les nouvelles traductions du romancier anglais. Plus encore: la correspondance archivée à Caen le montre bien, il s'agit d'une opération d'importation de littérature anglaise encore plus large, puisque les échanges épistolaires avec Dickens sont aussi l'occasion de lui demander des informations sur les auteurs britanniques les plus en vogue pour leur proposer le même genre de traités. En 1865, la Bibliothèque compte plus de 150 titres, et elle est distribuée dans toutes les Bibliothèques de gare. L'éditeur engage là une mutation qui est non plus seulement celle de la littérature industrielle, mais celle du capitalisme d'édition, qui tend à cette époque à transformer les éditeurs en « barons de la féodalité industrielle » (MARTIN; MARTIN, 1986, p. 181). La littérature étrangère en traduction tient une place décisive dans cette évolution. Importer Dickens permet à Hachette, qui n'a pas de passé dans le domaine de la littérature générale, de constituer d'un seul coup le noyau d'une collection prestigieuse, en mettant la main sur le capital symbolique d'un auteur réputé. Il crée un fonds de littérature étrangère, qui vient soutenir ses rachats en matière de littérature française, et s'invente ainsi une stature d'éditeur de littérature générale qu'il n'avait nullement, suivant une stratégie de diversification qui dépasse d'ailleurs alors largement la seule question des livres<sup>38</sup>.

Le résultat est éloquent: en 1867, la littérature équilibre presque l'éducation dans son catalogue et en chiffre d'affaires (MARTIN; MARTIN, 1986, p. 191), et les 150 titres de la Bibliothèque des meilleurs romans étrangers y sont pour beaucoup: le seul Dickens représente 28 titres, qui ont connu pour certains des tirages spectaculaires, plus de 100 000 exemplaires

pour les *Contes de Noël* et pour *David Copperfield*, 83 000 pour *Oliver Twist*, par exemple. Hachette a par ailleurs changé le sens de la collection littéraire telle qu'elle était pensée jusque-là: il a acheté un monopole de publications sur l'essentiel des oeuvres de certains auteurs de renom, et de ce fait, sur le marché français, associé durablement le nom de sa collection, et donc la marque Hachette dans sa totalité, au nom de Charles Dickens. Il crée ainsi une « griffe » littéraire particulière, et participe à l'invention de la collection comme écurie d'auteurs, c'est-à-dire comme un système d'accumulation croisée de capital symbolique pour les auteurs et l'éditeur. En cela, la traduction de Dickens en français s'inscrit non seulement pleinement dans l'invention du capitalisme d'édition, mais aussi dans l'avènement de logiques de champ dans le système éditorial.

Il est encore une autre dimension à cette entreprise de traduction de grande taille. Elle ne peut fonctionner qu'à condition qu'Hachette soit sûr de faire fructifier son investissement, et donc de disposer de temps. Ce qui implique en réalité que les questions du droit d'auteur international aient été tranchées, au moins en partie. La stratégie d'Hachette ne se comprend pas sans voir qu'en 1857, le droit d'auteur international offre enfin aux éditeurs la possibilité d'une telle stratégie. Hachette en est éminemment conscient qui, comme président du Cercle de la Librairie, participera en 1858 au Congrès littéraire international de Bruxelles sur la propriété intellectuelle et y plaidera le principe de l'adoption universelle d'un droit d'auteur international sur le modèle français<sup>39</sup>. Hachette lutte aussi sur ce terrain-là, depuis des années, et il ne cesse de plaider pour l'application du principe du droit de propriété libérale le plus strict aux œuvres de l'esprit, soit celui de la propriété permanente, qui donne à l'auteur la pleine maîtrise du droit de reproduction, sans limite, et lui permet de transmettre ce droit à ses héritiers, comme il le ferait de sa maison ou de son argenterie. A cette date, on en est loin: le décret de 1852, qui fait des œuvres traduites sans autorisation des cas de contrefaçon et impose de protéger les œuvres des auteurs étrangers selon les mêmes principes que ceux que l'on applique aux œuvres publiées en France, a incité le législateur français à améliorer le droit d'auteur en France, sous la pression de ces éditeurs qui, comme Hachette, prennent la direction informelle de ses différents métiers.

Le deuxième cas que je veux évoquer ici est celui de la traduction en français des romans de Gabriele d'Annunzio, au cours de la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle (LOUË; WILFERT-PORTAL, 2006). Il constitue une bonne occasion pour penser les enjeux de la traduction littéraire dans la construction des nationalismes culturels. Après la sortie de *L'Intrus* dans les pages du journal *Le Temps* et son succès auprès des lecteurs parisiens, en 1892, les grandes revues littéraires parisiennes voulurent publier d'Annunzio. La parution en volume de *L'Intrus* avait été prévue chez Calmann-Lévy, une fois la publication achevée dans le journal. En signant avec Calmann-Lévy, G. d'Annunzio s'était rapproché de la revue que Paul Calmann lançait en février 1894, la *Revue de Paris*, mais il se trouva aussi l'objet des sollicitudes de sa principale rivale, la vieille *Revue des Deux Mondes*, qui subissait alors la cure de rajeunissement que lui imposait F. Brunetière. La position de G. d'Annunzio pouvait paraître idéale, jouant de la concurrence des deux revues pour faire paraître son œuvre dans les meilleures conditions. Or Ganderax comme Brunetière imposèrent en réalité à l'auteur de fortes modifications de ses textes, des coupures de plusieurs dizaines de pages – et jouèrent l'un et l'autre, tout au long du processus de traduction, de la position de subordination de l'auteur et de la médiation du traducteur pour imposer leur vision du texte à G. d'Annunzio, et fabriquer un d'Annunzio à l'usage des Français.

Les relations entre G. d'Annunzio et L. Ganderax au sujet de la publication de *L'Enfant de Volupté* à partir de décembre 1894 dans les colonnes de la *Revue de Paris* furent épouvantables: Ganderax supprima du texte tout ce qui lui paraît devoir choquer un public qu'il s'efforçait alors de construire comme « respectable », c'est-à-dire relativement prude, modérément optimiste et tenant au « bon goût » prétendument issu des auteurs classiques. Cette expérience incita G. d'Annunzio à s'engager plus avant avec son concurrent F. Brunetière pour publier dans la *Revue des Deux Mondes*<sup>40</sup>. La lettre que F. Brunetière adressa le 27 janvier à Georges Hérelle, le traducteur de d'Annunzio et qui servait aussi d'intermédiaire entre l'auteur italien et les éditeurs français, ne pouvait être que très tentante, puisque le nouveau directeur tenait à assurer G. d'Annunzio qu'aucune modification, « *de toute façon de pure forme* », « *ne sera[it] pratiquée sans son accord* ». Et F. Brunetière ajoutait, comprenant clairement ce qui avait outré G. d'Annunzio dans l'attitude de L. Ganderax: « *Nous n'avons jamais eu peur de quelque hardiesse, quoi qu'en disent quelques-uns de mes amis* »<sup>41</sup>. Pour compléter son offre, F. Brunetière lançait un premier prix: 50 francs la page, soit 800 la feuille, ce qui revenait à payer d'emblée G. d'Annunzio au même taux que les autres auteurs phares de la revue.

Mais là encore, malgré ces débuts très prometteurs, G. d'Annunzio dut se rendre à l'évidence que pour être publié à Paris il fallait en passer par des mutilations. Malgré des positions parfois très fermes<sup>42</sup>, il finit par capituler, non sans quelque pathos sacrificiel: « *Vous verrez que, dans mes coupures, j'ai été beaucoup plus brutal que Brunetière. Je désire que tout le chapitre IV soit supprimé, non seulement dans la revue, mais aussi dans le volume* »<sup>43</sup> et peu après: « *Je lui ai écrit [à Brunetière] qu'il peut faire toutes les suppressions qu'il lui plaira.* »<sup>44</sup>. Pour en arriver là, il fallut des mois de conflits âpres, de batailles et d'escarmouches, dont la correspondance échangée entre G. Hérelle et F. Brunetière en 1894 et 1895 permet de retracer avec grande précision le détail. La lettre du 21 juin 1895, par exemple, longue de plusieurs pages, constitue un véritable déshabillage des parties litigieuses du roman, et un plaidoyer complet de Brunetière à Georges Hérelle. A ce titre, elle permet de révéler certains des enjeux directs d'une opération de traduction comme celle-ci. Le directeur de la revue ne pouvait visiblement plus se contenter des reproches de sensualité excessive; l'opposition de G. d'Annunzio à ce critère de réécriture s'était durcie, au fil des échanges. La seule voie pour F. Brunetière était des critères esthétiques tout en y intégrant la nature même du public de la revue. La méditation d'après Zarathoustra était ainsi jugée trop ennuyeuse « *pour les lecteurs français, qui, déjà, je vous le dis entre nous, ont trouvé qu'il y avait trop de dissertations dans la première partie, et comme je suis un peu de leur avis, vous voyez d'ici qu'il m'est bien difficile de ne pas en tenir compte* »<sup>45</sup>. L'accès au champ littéraire français, contraint par la puissance des institutions assurant l'importation de ses romans en France et par le goulot d'étranglement que constituait la dépendance vis-à-vis d'un importateur traducteur unique, était un accès restreint, ouvert seulement si l'auteur se prêtait à une reformulation de son œuvre, une censure d'autant plus efficace qu'elle se dissimulait sous les apparences de la transposition *culturelle internationale*, par le truchement d'un acteur invisible, le traducteur, au service en réalité des commanditaires, et idéalement situé pour affirmer l'intraductibilité entre les cultures.

Si l'on peut comprendre la position de Gabriele d'Annunzio vis-à-vis des directeurs des revues françaises, acceptant finalement, la mort dans l'âme, les réécritures de son texte<sup>46</sup>, il faut aussi se demander pourquoi ces mêmes directeurs de revue décidaient de publier ces œuvres qu'ils jugent plus qu'amendables, voire impubliables. Mais investir massivement dans un auteur

étranger de renom, déjà présenté en France par deux organes de presse respectés, quoique encore peu connu des lecteurs français, à un moment où la littérature étrangère était au centre des débats<sup>47</sup>, provoquer à la fois des ventes et de la polarisation intellectuelle, c'était en fait chercher à placer un coup de maître, un de ces événements susceptibles de faire mouche à la fois dans le champ intellectuel au sens large, dans les débats littéraires les plus spécifiques, mais aussi dans les grands sujets moraux en vogue. De même qu'en 1885, autour du roman russe, se jouaient nombre de débats sur l'âme slave, la question de son européanité et de sa contribution à la civilisation, promouvoir d'Annunzio pouvait permettre, en 1895, de prendre position dans le débat sur la crise supposée des peuples latins face aux peuples du Nord, des peuples catholiques face aux peuples protestants<sup>48</sup>, et donc aussi, ce qui correspondait à une vocation ancienne de la *Revue des Deux Mondes*, de prendre position sur les alliances internationales que la France était susceptible de nouer. Promouvoir un romancier italien comme un grand auteur moderne, modéré, ample, sérieux et respectable, capable d'aborder avec art et sérieux les problèmes de son temps, c'était prendre position d'un seul coup dans toute une série de domaines, esthétiques, sociaux et politiques.

A rebours, avoir obtenu d'être traduit dans la *Revue des Deux Mondes* et d'être transformé à son corps défendant en symbole d'une Renaissance latine permit à d'Annunzio de solder une partie de ses dettes romaines, mais aussi d'être considéré à nouveau par son éditeur Treves comme un auteur digne d'être publié, et enfin de trouver les faveurs de l'avant-garde politico-littéraire de Rome qu'il contribua à orienter vers le modernisme esthétique et le nationalisme élitiste, créant pour une part les fondements intellectuels et institutionnels de la génération littéraire et politique suivante, celle du *Leonardo* et de *La Voce*<sup>49</sup>. La consécration à l'étranger avait été décisive pour le retour en grâce nationale, quelle qu'en ait été la forme, et quels qu'en aient été les mécomptes.

Ces deux exemples d'analyse socio-historique d'opérations de traduction littéraire, attentifs aux multiples arènes dans lesquelles la traduction constitue un jeu et aux multiples acteurs pour lesquels elle représente un enjeu, permettent d'esquisser ce que l'analyse de la traduction comme phénomène historique peut apporter comme compréhension des dimensions transnationales de la culture lettrée en Europe au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Il n'est pas d'histoire complète de l'invention du capitalisme d'édition qui ne doive intégrer la traduction comme un enjeu majeur pour la construction des stratégies d'éditeurs, pour la constitution des catalogues et des politiques commerciales, pour la compréhension des dynamiques de la lecture ou des enjeux du droit d'auteur. Malgré la tentation permanente d'une histoire interne des débats et des rapports de force qui constituent les champs littéraires<sup>50</sup> présentés *a priori* comme nationaux, il n'est pas d'histoire de la vie littéraire des différents pays européens qui ne doive être en permanence liée aux circulations littéraires, aux traductions, aux importations de textes et de capital symbolique venus « de l'étranger ». Bien plus, les opérations de traduction, indissociablement éditoriales, esthétiques et politiques sont des observatoires particulièrement féconds des dynamiques complexes de l'inter-nationalisation: la traduction de d'Annunzio est l'occasion rêvée, pour nombre d'acteurs français engagés dans l'opération, d'affirmer l'existence, la pertinence et même la prééminence nécessaire d'une identité littéraire nationale, rétive à des importations trop brutes et trop étrangères, mais en même temps enchâssée dans des appartenances civilisationnelles plus larges qui permettent de prendre part aux gigantomachies culturelles par lesquels les impérialismes du temps défendent et justifient. Et elle est aussi, pour les acteurs de la vie

littéraire italienne, l'occasion d'une réimportation de capital elle-même productrice de frontières culturelles et d'identification nationale.

### **La traduction, une pratique de la frontière?**

Un dernier exemple, cette fois fondé sur une analyse quantitative à focalisation très large, achèvera de montrer l'intérêt de l'étude socio-historique de la traduction. La traduction littéraire est souvent pensée par ses analystes et théoriciens dans des termes qui l'associent à la notion de frontières. L'opération de traduire consistant notamment à passer un texte d'une langue à l'autre, il est commun de présenter la traduction comme un *déplacement*, un passage de frontières linguistiques, le traducteur faisant office de passeur, ou de douanier. Dans une perspective plus large, représentée dans les *cultural studies* notamment, la traduction littéraire est fréquemment théorisée comme une circulation interculturelle, comme le déplacement, ou le transfert, d'un texte, d'une œuvre, d'un *espace* à un autre: le terme d'espace est alors utilisé, en fait, comme une métaphore, pour désigner une "culture", ou une "littérature", un "système littéraire", soit un ensemble de textes, de significations, d'institutions, de personnes, de traditions, d'histoires et de formes dont on présuppose la cohérence, la systémativité, voire l'organicité. L'une des formes les plus élaborées de théorie de la traduction, et aussi l'une des plus lues et commentées, celle de la « *cultural translation* », fait ainsi de la traduction un phénomène de frontière. La liaison avec les études post-coloniales pousse par exemple Homi Bhabha (1994-2004, p. 324) à écrire, avec d'autres théoriciens de la migration et de la globalisation comme processus d'hybridation généralisée, que la traduction est l'art de vivre sur des frontières. Plus tôt, dans une perspective qui se réclamait de Walter Benjamin, Antoine Berman (2002, p. 16), suivant une ligne non pas politique ou critique mais philosophique et esthétique, avait affirmé lui aussi que « l'essence de la traduction [était] d'être ouverture, dialogue, métissage, décentrement ». La traduction serait donc une pratique des marges, un choix de l'éloignement du centre, une éthique de la frontière; perspective décisive, pour une histoire culturelle de l'Europe, qui situerait ainsi le national dans les centres, le traduit, synonyme de métissé, aux frontières.

D'un point de vue empirique, pourtant, il est très difficile de s'appuyer sur ce genre de formulations, bien qu'elles soient très fréquentes et semblent constituer le « fond de la langue » d'une bonne part des études culturelles. En quoi la traduction en français d'un roman de Léon Tolstoï, par exemple, constituerait-elle une mise en contact de deux « espaces »? Il ne peut s'agir de « la France » et de l'empire Russe: le français, langue dans laquelle le roman est traduit, déborde largement le cadre de la France, et encore n'est-il pas la langue quotidienne d'une part significative des Français des années 1880, lorsque cette traduction intervient<sup>51</sup>; et il en allait naturellement de même pour le russe dans l'Empire russe. Il ne peut s'agir non plus de la « culture russe » et de la « culture française »: on voit mal en quoi, par principe, tel roman de Tolstoï serait porteur de l'ensemble des traits qu'on attribue à la « culture russe », même en imaginant que quelque chose de tel existe, et pourquoi sa traduction mettrait en jeu « la culture française », dans son ensemble, et non tel traducteur, tel éditeur, ou tels critiques.

Comment trancher, donc, cette question de la traduction comme pratique des marges et arme de la périphérie? Dans la perspective de la socio-histoire de la culture, il y a une solution pour « localiser » la traduction, ou bien plutôt *les* traductions. Cela passe d'abord par une étape que les études de traduction ignorent en général, qui est celle de son histoire sociale, institutionnelle, économique et sérielle. En effet, les *translation studies*, dans leur perspective

métaphysique ou idéologique, ne traitent que d'un pan, finalement restreint, de l'objet: ce qui disparaît, dans la focalisation sur l'opération de traduction comme travail de langue, même replacé dans un contexte « culturel » vaste, c'est le rôle joué par *l'édition*, et donc le statut de la traduction comme *publication*. On l'a dit plus haut pour la littérature en général: la double nature des biens symboliques se voit, dans ce cas, notamment par le fait que la littérature est chose *éditée, publiée*. Or la publication est une opération située, localisée, inscrite dans un espace social concret. Saisie comme une publication, et non simplement comme un rapport interlinguistique, intertextuel ou interculturel, la traduction est localisable, et il est donc possible de trancher la question de savoir si elle est bien un produit des marges.

Comme livre, comme opération éditoriale, la traduction a bien un lieu, c'est son lieu d'édition. Or, dans la plupart des cas les bibliographies rétrospectives, et notamment les bibliographies nationales du XIX<sup>e</sup> siècle, qui nous intéresse ici, mentionnent le lieu d'édition des ouvrages qu'elles recensent. A y réfléchir, cette mention n'est pas anecdotique, elle désigne l'une des dimensions les plus essentielles du contexte social, économique, politique et culturel dans lequel est née une traduction. C'est bien dans un contexte urbain, à de très rares exceptions près, que l'on publie des livres, et compter le nombre de livres ou d'éditions de livres publiés dans une ville revient bien à mesurer une part au moins de l'intensité de l'activité littéraire dans cette ville: publier implique, au XIX<sup>e</sup> siècle, de recourir à des imprimeurs, de signer des contrats avec des auteurs, de mobiliser un ou des éditeurs, de faire travailler des traducteurs, de distribuer le livre chez des libraires ou sous forme de livraisons dans les journaux, de trouver des acheteurs et des lecteurs, autant d'opérations qui s'inscrivent dans l'espace urbain, dans ses logiques et ses contraintes, et révèlent une part de l'intensité de l'activité culturelle d'une ville. Localiser des traductions n'est pas une opération artificielle, si on les saisit comme des opérations de publication, dont la présence ou l'absence donne des éléments d'information précieux sur le niveau d'activité littéraire d'une ville, mais aussi sur son rôle dans la production des réputations internationales d'auteur et dans la circulation européenne des œuvres. A ce compte, localiser les traductions, à partir d'un dépouillement massif et sériel, donc d'une base de données géolocalisées, permet effectivement de savoir si oui ou non la traduction, au cours du XIX<sup>e</sup> siècle européen, a été un phénomène de la frontière ou, tout au contraire, une manifestation par excellence de la métropole et du "centre". Reformulée en termes géopolitiques, en effet, la thèse de la traduction comme effet de frontière implique que l'importation de littérature étrangère, subversive par rapport au canon national et à ses normes, s'attaque *a priori* à la domination du centre de l'institution littéraire, qui tend, dans un système en cours de nationalisation comme la vie culturelle en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, à trouver son ancrage spatial dans la capitale politique, ou au moins dans la ou les métropoles dominantes, où s'agrègent les élites politiques, économiques et sociales. S'attaquer au cœur de l'institution littéraire nationale, ici par la traduction, c'est donc aussi s'attaquer à la ville qui la soutient et la renforce, et opposer à la métropole artistique d'autres espaces d'accumulation de capitaux littéraires, donc inévitablement, puisque la littérature est chose des villes depuis le XIII<sup>e</sup> siècle en Europe, des *villes* concurrentes. Ce qui devrait se voir en termes de lieux de publication.

Or c'est précisément l'inverse qui s'observe, si on établit la localisation réelle de l'édition de littérature en traduction dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, entre 1840 et 1915, à partir du dépouillement systématique du *Catalogue général de la librairie française*:

Les principales villes d'édition de traductions littéraires en langue française - 1840-1915



Fond de carte : cartotheque en ligne ([http://www.histgeo.ac-aix-marseille.fr/webphp/carte.php?num\\_car=1063&lang=fr](http://www.histgeo.ac-aix-marseille.fr/webphp/carte.php?num_car=1063&lang=fr), 3 janvier 2013),  
 © histgeo.ac-aix-marseille.fr.  
 Source : LORENZ, Otto, *Catalogue général de la librairie française*, t. I-XI, table des matières, 1840-1875, M-Z, Paris, O. Lorenz, 1867-1888 ;  
 JORDELL, Daniel, *Catalogue général de la librairie française : continuation de l'ouvrage d'Otto Lorenz*, t. XII-XXVII, table des matières des tomes XIV  
 et XV, 1891-1899, Paris, Librairie Nilsson puis P. Lamm puis D. Jordell, 1892-1920.

La carte est limpide, à sa manière: elle indique bien que, pour l'essentiel du XIX<sup>e</sup> siècle, à partir du développement du roman-feuilleton et de la littérature industrielle, au seuil des années 1840, jusqu'au début de la Grande Guerre, la traduction littéraire vers le français est d'abord, de manière absolument massive, le fait de Paris, ensuite de quelques villes de province, où se concentrent des éditeurs typés, principalement marqués par leur orientation religieuse (Mame à Tours, Ardant à Limoges, du côté catholique, la Société des livres religieux à Toulouse, côté protestant), et très secondairement le fait de Bruxelles et des villes suisses. A ce titre, la traduction littéraire (qui comprend dans ces décomptes le roman, la poésie, la littérature pour enfants et le théâtre, en suivant les catégories de la source) ne présente aucun lien particulièrement décisif avec la frontière, ni la frontière politique (les villes centrales de chaque territoire politique sont représentés), ni la frontière linguistique (ni Paris, ni les villes de province françaises ne peuvent passer pour des villes de contact linguistique, si les villes suisses et belges le peuvent en partie), ni une quelconque frontière « culturelle ». Au contraire, la traduction est d'abord le fait de l'hypercentre du système de la littérature en français, celui que constitue Paris avec ses grands éditeurs, ses grandes revues, la pléthore de ses petites mains littéraires, la taille décisive de son marché de consommation, la proximité des lieux de la consécration, le nombre de ses imprimeurs et de ses libraires, et même, il faut le rappeler, le grand nombre de ses étrangers tout prêts à se livrer aux travaux ancillaires de la transposition linguistique – le rôle des étudiants russes de la Sorbonne dans la vague du roman russe de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle est bien connu. La traduction est donc d'abord un phénomène propre au centre, et même une émanation particulièrement nette de la puissance métropolitaine. Une constatation qui pourrait bien inviter à une relecture d'ensemble de la géopolitique culturelle de l'espace européen.

C'est à partir de cette constatation que se comprend le projet d'une géopolitique quantitative et qualitative de la traduction en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle, mis en œuvre dans le cadre de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine depuis 2011. Le dépouillement systématique – et critique,

naturellement, ces sources présentant nombre de limites, de difficultés et de biais, et la mise en série d'œuvres littéraires représentant elle-même une démarche discutabile, et légitimement discutée à partir des années 1980 et du « tournant critique » – des bibliographies rétrospectives produites par les institutions de la librairie de l'époque, dans les espaces francophone, anglophone, germanophone, hispanophone, italophone et néerlandophone est l'un des objectifs de ce programme collectif. On pourra disposer ainsi d'un corpus de données concernant le nombre et le genre des œuvres traduites selon les catégories d'ouvrage, les œuvres elles-mêmes et leurs auteurs, leur provenance et leurs langues d'origine, le délai de leur traduction et de diffusion, pour les auteurs les plus traduits, les principales maisons d'édition engagées, les prix pratiqués pour les ouvrages en traduction, le rythme de leurs rééditions, etc. Le corpus statistique ainsi constitué sera complètement inédit<sup>52</sup>, par son ampleur documentaire, son étirement chronologique et son exploitabilité.

Cette statistique comparée et croisée, généralisable à terme à l'échelle européenne, permettra de produire une première géopolitique de la littérature européenne, en mettant en évidence les hauts lieux de l'intraduction, les centres les plus exportateurs, en établissant le taux d'ouverture de chaque système éditorial aux productions dans les autres langues et issues d'autres systèmes éditoriaux, en évaluant le niveau de centralisation des aires linguistiques et leur degré de recoupement avec la structuration principalement métropolitaine des systèmes éditoriaux<sup>53</sup>. Elle permettra enfin naturellement de saisir à la fois l'inertie dominante mais aussi les évolutions sous-jacentes des hiérarchies culturelles européennes, entre genres littéraires, entre langues, entre régions de production, pendant toute la période de la nationalisation des sociétés ouest-européennes.

Une approche multilatérale, quantitative et longitudinale de ce genre, si on la complète, la réoriente et la borde en mobilisant le très grand nombre d'études monographiques sur les traducteurs et traductrices, journalistes et critiques, éditeurs, libraires et autres intermédiaires, permet aussi de transformer notre vision des différents acteurs de l'importation d'œuvres étrangères et des circulations culturelles internationales. Dans ce domaine, les monographies érudites ne manquent pas, même si elles présentent une perspective la plupart du temps différente. Les replacer dans un horizon heuristique à la fois quantitatif et géopolitique permet de dépasser le sentiment d'inépuisable et parfois vain foisonnement des parcours et des anecdotes, mais aussi de surmonter ou au moins de mettre à distance l'une des traditions qui aimantent leur représentation depuis longtemps dans les études littéraires et historiques, celle qui en fait *a priori* de « grands cosmopolites » assurant la communication entre les grands esprits contre la nationalisation des masses et la vanité guerrière des élites politiques.

Les acteurs des circulations littéraires peuvent au contraire être compris, à partir d'une histoire transnationale de la traduction, comme une fonction bien délimitée et cruciale dans le système de production des communautés imaginées, inséparablement national et international, obsidional et circulatoire, xénophobe et xénomane dans lequel les communautés professionnelles des lettres ont été reconfigurées mais qu'elles ont elles-mêmes aussi contribué à inventer, entre le milieu du XVIII<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle. Bien des traducteurs, malgré l'imagerie complaisante des « grands cosmopolites », furent aussi d'actifs nationalisateurs de littératures étrangères qu'il convenait de domestiquer et de récrire avant de pouvoir les faire circuler; bien des importateurs de littératures étrangères, critiques ou savants, petites mains ou grands noms, ont été, dans

l'opération même de faire connaître les œuvres de l'étranger, des théoriciens résolus de leur étrangeté radicale et dans le même mouvement, inévitablement, des prophètes de l'esprit national.

### **Conclusion**

La mise en perspective quantitative, qualitative et transnationale des opérations de traduction permet de mettre en évidence non seulement les difficultés techniques, esthétiques ou philosophiques liées à l'opération de traduction, non seulement les orientations protectionnistes ou ethnocentriques de tel ou tel moment ou de tel ou tel contexte national d'importation littéraire et de traduction, comme le mettent en évidence nombre d'études traductologiques, mais surtout le rôle structurel et central de la traduction, des traducteurs et des discours sur la et les traduction(s) dans l'intensive construction du système transnational des littératures nationales européennes. Les circulations littéraires, qu'il s'agît d'auteurs, de textes, de livres, de motifs et de réputations, furent tout autant le support et le truchement de l'intensive nationalisation des sociétés lettrées européennes que le vecteur de leur dépassement cosmopolite.

Les termes de « transnational » et de « transculturel » le manifestent dans leur forme: c'est en étudiant ce qui circule, ce qui bouge, ce qui relie et ce qui met en système que l'on risque, peut-être, de rendre le mieux compte de ce qui fixe, encadre et stabilise les hommes, les choses et les mots. L'étude des circulations culturelles européennes dans une perspective transnationale apparaît ainsi comme un instrument privilégié pour dénationaliser l'histoire culturelle, et pour construire une histoire culturelle qui permette de comprendre les formes, les modalités, l'intensité et les effets de l'internationalisation culturelle, et donc de jeter les bases collectives d'une histoire culturelle de l'Europe.

## Notas

1. C'est-à-dire, en termes heuristiques, d'une part le projet politique des nationalistes, qui prétendent fonder le pouvoir d'État sur la nature *essentiellement* particulière de la communauté dont il serait l'expression politique, et affirment que les hiérarchies internes à cette communauté doivent dépendre de l'adéquation plus ou moins grande de ses membres à cette nature, et d'autre part l'ensemble des processus de nationalisation, volontaristes ou systémiques, par lesquels les liens sociaux ont été reconfigurés (transformation des formes de domination, des modalités de l'appartenance et des régimes de territorialité – et pas seulement, loin de là, pour les catégories dominées). Pour une mise au point récente, voir Wilfert-Portal (2010).
2. Voir notamment Christophe Charle (2001); Jane Burbank et Frederick Cooper (2010).
3. Voir notamment Jean-François Bayart (2004) et David Armitage (2009).
4. Parmi bien d'autres, il faut noter les ouvrages de Chris Bayly, Jürgen Osterhammel, Johannes Paulmann et Martin Geyer, Craig Murphy, Anthony Hopkins.
5. Voir la mise au point de Romain Bertrand (2010).
6. Voir sur ce point Pierre Bourdieu (1971).
7. Parmi tant d'autres, on peut citer Ian Small et Josephine M. Guy (2000) et Ian Small (1991).
8. Parmi d'autres, voir Alain Vaillant (1990).
9. Voir Martyn Lyons (2008).
10. Voir Wilfert-Portal (2006b).
11. Voir Elsa Romeo (1992).
12. Voir par exemple Joël-Marie Fauquet et Antoine Hennion (2000).
13. Voir parmi d'autres le récent Xavier Barral i Altet (2006) et surtout Michela Passini (2012).
14. Sur ce point, voir notamment le livre essentiel d'Anne-Marie Thiesse (1999); mais aussi par exemple Élisabeth Décultot (2000).
15. Voir par exemple Béatrice Joyeux-Prunel (2009).
16. Voir, parmi d'autres, le livre de David Forgacs et Stephen Gundle (2007).
17. Pour faire le point sur la question, voir Gerard Delanty et Krishan Kumar (2006); Dieckhoff et Jaffrelot (2006). Sans parler de l'inégalité de traitement des différentes parties de l'Europe, sur un plan cette fois horizontal: même si les programmes européens et transnationaux dans ces domaines se sont multipliés, on est encore loin de disposer de manière symétrique et comparable d'études circonstanciées sur tous les pays ou régions d'Europe.
18. Sur ce point, voir Christop Conrad et Sebastian Conrad (2002); Blaise Wilfert-Portal (2010).
19. Voir Christophe Charle (1996), notamment toute la deuxième partie.
20. Voir, parmi d'autres, Linda Colley (1992) et Edmond Dziembowski (1998).
21. Voir par exemple Mary Helen McMurrin (2002).
22. Voir Wilfert-Portal (2006a).
23. Parmi d'autres, voir Shepherd-Barr, Kirsten (1997).
24. Voir Isabella Löhr (2010); Salah Basalamah (2009); Jean-Yves Mollier et Jacques Michon (2001).

25. Pour ne citer que quelques titres, Sebastian Conrad (2006); Sebastian Conrad et Jürgen Osterhammel (2004).
26. Voir surtout Thomas Bender (2002).
27. Parmi une bibliographie conséquente, voir Craig Murphy (1994); Madeleine Herren et Sacha Zala (2002); Jean-François Bayart (2004); Sandrine Kott (2011).
28. Voir par exemple Pierre Bourdieu (1989, p. 553). Il faut noter toutefois que Pierre Bourdieu était lui-même pris dans une perspective nationale-méthodologique très verrouillée, typique d'une époque de macro-sociologie des classes sociales appuyées sur la statistique nationale.
29. C'est notamment le sens classique de la « mobilisation générale », analysée historiquement par exemple par George Mosse (1991).
30. C'est en ce sens que Serge Gruzinski (2006, notamment chapitre III, « Une autre modernité », et chapitre VI, « Des ponts sur la mer ») parle de mobilisation dans sa description de l'empire mondial que constitue la monarchie espagnole entre 1580 et 1660. Pour une étude sur la « mobilisation » à un autre moment-clé de la nationalisation, voir Daniel Roche (2003). Sur la modernité comme mobilisation, voir aussi Peter Sloterdijk (2000).
31. C'est notamment la perspective de David Cosandey (1997).
32. Je prends ici l'exemple d'un projet de recherches en cours dans le cadre de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine pour les années 2011-2014.
33. Et en histoire en général aussi, naturellement.
34. Et parce que l'histoire du livre s'est d'abord développée dans les communautés universitaires allemandes, françaises et britanniques, elles-mêmes placées au centre de systèmes éditoriaux foncièrement exportateurs.
35. Pour une analyse détaillée, voir Blaise Wilfert-Portal (2012).
36. Fonds Hachette, HAC 54.6, Charles Dickens
37. A titre de comparaison encore, on sait que le capital de la maison Hachette est évalué à 2,5 millions de francs en 1857: la seule convention de traduction de Dickens représentait donc près de 2% du capital de l'ensemble de la maison. Voir Jean-Yves Mollier (1988, p. 182).
38. Jean Yves Mollier (1988, p. 182-183) détaille le réinvestissement rapide des bénéficiaires dans la pierre et la terre.
39. Sur Hachette et le Cercle de la Librairie, voir notamment Christine Haynes (2010).
40. Voir la lettre de F. Brunetière à G. Hérelle du 10 mars 1894, Bibliothèque municipale de Troyes, Ms 3131, liasse « Ferdinand Brunetière ». La *Revue des Deux Mondes* publie successivement *Le Triomphe de la mort* à partir de juin 1895, puis *Les Vierges aux Rochers* à partir de septembre 1896.
41. Bibliothèque municipale de Troyes, MS 3131, lettre du 27 janvier 1894.
42. « *Je ne renoncerais ni à une ligne, ni à un mot même au prix de ne jamais voir publier le roman* » écrit-il à G. Hérelle le 18 juin 1895.
43. Lettre de G. d'Annunzio à G. Hérelle du 15 juin 1895.
44. Lettre de G. d'Annunzio à G. Hérelle du 25 juillet 1895.
45. Lettre du 21 juin.
46. Réfugié à Naples pour fuir ses créanciers romains, il avait absolument besoin des droits importants que devait lui verser la revue.

47. A ce sujet voir Blaise Wilfert-Portal (2008).
48. Pour une présentation synthétique et systémique de ces affrontements, voir Christophe Charle (2002).
49. Sur Gabriele d'Annunzio en Italie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, voir John Woodhouse (1998) et Jared Becker (1994).
50. La perspective de Pierre Bourdieu, pour ce qui concerne le champ littéraire, est d'un complet nationalisme méthodologique; à peu près aucune mention de la place de la littérature étrangère dans le champ littéraire français du XIX<sup>e</sup> siècle, dans *Les Règles de l'art*, et d'une manière générale adéquation complète du champ du pouvoir avec les frontières de l'Etat national, par exemple dans *La Noblesse d'Etat*.
51. Si l'on suit Eugen Weber (2001, p. 67 ss.) sur ce point, plus d'un tiers de la population française au début de la troisième République ne parlait le français que comme une langue étrangère, et avec beaucoup de peine.
52. Il est d'une certaine manière tout à fait confondant que les historiens ne disposent actuellement pas ne serait-ce que d'une approximation des principaux flux de traductions littéraires et intellectuelles, pour l'époque contemporaine, au risque de ne jamais pouvoir donner que des visions extrêmement partielles et parfois totalement biaisées de la géopolitique culturelle européenne du temps des nationalisations. Et pourtant les allusions aux rapports de domination, de concurrence et aux différentiels de capital symbolique, dans un langage finalement wallersteinien, à l'échelle européenne, abondent dans les études d'histoire culturelle. Franco Moretti, malgré le caractère parfois très rapide et sommaire de son *Atlas du roman européen*, s'était au moins donné les moyens d'objectiver quelques-unes de ses perspectives néomarxistes.
53. L'un des intérêts majeurs de cette enquête est aussi de permettre, malgré la forme *a priori* nationale des principales sources de bibliographie rétrospective, de mettre en évidence la dimension principalement infra-ou transnationale des systèmes éditoriaux, à partir de la mention de la ville d'édition. C'est une géographie alternative qui peut ainsi apparaître, qui articule de manière complexe les espaces nationaux déjà fortement centralisés, le réseau des métropoles du livre et les aires linguistiques.

## Références bibliographiques

- APPADURAI, Arjun. *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis, Minn.: University of Minnesota Press, 1996.
- ARMITAGE, David. *The Declaration of Independence. A Global History*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press, 2009.
- BARRAL I ALTET, Xavier. *Contre l'art roman? Essai sur un passé réinventé*. Paris: Fayard, 2006.
- BASALAMAH, Salah. *Le Droit de traduire: une politique culturelle pour la mondialisation*. Arras: Artois Presses Université, 2009.
- BAYART, Jean-François. *Le Gouvernement du monde: une critique politique de la globalisation*. Paris: Fayard, 2004.
- BECK, Ulrich. *What is Globalization?*. Cambridge: Polity Press, 2000.
- BECKER, Jared. *Nationalism and Culture: Gabrielle D'Annunzio and Italy after the Risorgimento*. New York: Peter Lang, 1994.
- BENDER, Thomas. Humanities. In: IRIYE, Akira; SAUNIER, Pierre-Yves (éds.). *The Palgrave Dictionary of Transnational History*. Basingstoke: Palgrave Macmillan, 2009.
- \_\_\_\_\_. (éd.). *Rethinking American History in a Global Age*. Berkeley: University of California Press, 2002.
- BERMAN, Antoine. *L'épreuve de l'étranger*. Nouvelle édition. Paris: Gallimard, 2002 (1984).
- BERTRAND, Romain. Histoire globale, histoire connectée. In: DELACROIX, Christian *et al.* (dir.). *Historiographies. Concepts et débats*. Vol. 1. Paris: Gallimard, 2010.
- BHABHA, Homi. *The Location of Culture*. London and New York: Routledge, 1994-2004.
- BOTREL, Jean-François; INFANTES, Victor; LOPEZ, François (dir.). *Historia de la Edición y de la lectura en España, 1472-1914*. Madrid: Fundación Germán Sánchez Ruipérez, 2003.
- BOURDIEU, Pierre. Le marché des biens symboliques. *L'année sociologique*, 22, p. 49-126, 1971.
- \_\_\_\_\_. *La Noblesse d'État*. Grandes écoles et esprit de corps. Paris: Minuit, 1989.
- BURBANK, Jane; COOPER, Frederick. *Empires in the World History: Power and the Politics of Difference*. Princeton, NJ: Princeton University Press, 2010.
- BURROW, John W. *The Crisis of Reason: European Thought, 1848-1914*. New Haven and London: Yale University Press, 2002.
- CHARLE, Christophe. *La Crise des sociétés impériales*. Paris: Seuil, 2001.
- \_\_\_\_\_. *Les Intellectuels en Europe au XIX<sup>e</sup> siècle: essai d'histoire comparée*. Paris: Seuil, 1996.
- \_\_\_\_\_. Peut-on écrire une histoire de la culture européenne à l'époque contemporaine?. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 65, n° 5, p. 1.207-1.221, 2010.
- \_\_\_\_\_. Pour une histoire comparée des débats intellectuels internationaux. L'exemple de la

- crise fin-de-siècle. In: CARUSO, Marcelo von; TENORTH, Heinz-Elmar. Frankfurt: Peter Lang, 2002.
- \_\_\_\_\_. *Théâtres en capitales: naissance de la société du spectacle à Paris, Berlin, Londres et Vienne, 1860-1914*. Paris: Albin Michel, 2008.
- COLLEY, Linda. *Britons: Forging the Nation 1707-1837*. New Haven, Yale University Press, 1992.
- CONRAD, Christop; CONRAD, Sebastian (éds.). *Die Nation schreiben: Geschichtswissenschaft im internationalen Vergleich*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2002.
- CONRAD, Sebastian. *Globalisierung und Nation im deutschen Kaiserreich*. Munich: C. H. Beck, 2006.
- CONRAD, Sebastian; OSTERHAMMEL, Jürgen. *Das Kaiserreich transnational: Deutschland in der Welt 1871-1914*. Göttingen: Vandenhoeck & Ruprecht, 2004.
- COSANDEY, David. *Le Secret de l'occident: du miracle passé au marasme présent*. Paris: Arléa, 1997.
- DÉCULTOT, Élisabeth. *Johann Joachim Winckelmann: enquête sur la genèse de l'histoire de l'art*. Paris: PUF, 2000.
- DELANTY, Gerard; KUMAR, Krishan (eds.). *The Sage Handbook of Nations and Nationalism*. London: Sage, 2006.
- DIECKHOFF, Alain; JAFFRELOT, Christophe (dir.). *Repenser le nationalisme: théories et pratiques*. Paris: Presses de Sciences Po, 2006.
- DZIEMBOWSKI, Edmond. *Un nouveau patriotisme français, 1750-1770: la France face à la puissance anglaise à l'époque de la guerre de Sept ans*. Oxford: Voltaire Foundation, 1998.
- FAUQUET, Joël-Marie; HENNION, Antoine. *La Grandeur de Bach. L'amour de la musique en France au XIX<sup>e</sup> siècle*. Paris: Fayard, 2000.
- FORGACS, David; GUNDLE, STEPHEN. *Mass Culture and Italian Society from Fascism to the Cold War*. Bloomington, Ind: Indiana University Press, 2007.
- GRUZINSKI, Serge. *Les Quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*. Paris: Seuil, 2006.
- HAYNES, Christine. *Lost Illusions: The Politics of Publishing in Nineteenth-Century France*. Cambridge, Mass./London: Harvard University Press, 2010.
- HERREN, Madeleine; ZALA, Sacha. *Netzwerk Aussenpolitik: Internationale Kongresse und Organisationen als Instrumente der schweizerischen Aussenpolitik 1914-1950*. Zurich: Chronos, 2002.
- JOYEUX-PRUNEL, Béatrice. «*Nul n'est prophète en son pays*»? L'internationalisation de la peinture des avant-gardes parisiennes, 1855-1914. Paris: Musée d'Orsay, 2009.
- KEOHANE, Robert O. *Transnational Relations and World Politics*. Cambridge, Mass: Harvard University Press, 1972.

- KOTT, Sandrine. Les organisations internationales, terrains d'étude de la globalisation. Jalons pour une approche socio-historique. *Critique internationale*, n° 52, 2011.
- LE RIDER, Jacques. *Hugo von Hofmannsthal: Historismus und Moderne in der Literatur der Jahrhundertwende*. Wien: Böhlau, 1997.
- LÖHR, Isabella. *Die Globalisierung geistiger Eigentumsrechte: Neue Strukturen internationaler Zusammenarbeit, 1886-1952*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2010.
- LOUÉ, Thomas; WILFERT-PORTAL, Blaise. D'Annunzio à l'usage des Français. La traduction comme censure informelle (fin du XIX<sup>e</sup> siècle). *Ethnologie française*, n°1, vol. 36, p. 101-110, 2006.
- LYONS, Martyn. *Reading Culture and Writing Practices in Nineteenth-Century France*. Toronto: University of Toronto Press, 2008.
- MARTIN, Odile; MARTIN, Henri-Jean. Le monde des éditeurs. In: MARTIN, Henri-Jean; CHARTIER, Roger. *Histoire de l'édition française*. T. 3: Le temps des éditeurs. Paris: Promodis, 1986.
- McMURRAN, Mary Helen. National or Transnational? The Eighteenth Century Novel. In: COHEN, Margaret; DEVER, Carolyn (éds.). *The Literary Channel. The Inter-National Invention of the Novel*. Princeton/Oxford: Princeton University Press, 2002.
- MOLLIER, Jean-Yves. *L'Argent et les lettres*. Histoire du capitalisme d'édition, 1880-1920. Paris: Fayard, 1988.
- MOLLIER, Jean-Yves; MICHON, Jacques. *Les Mutations du livre et de l'édition dans le monde du XVIII<sup>e</sup> siècles à l'an 2000: actes du colloque international*, Sherbrooke, 2000. Paris: L'Harmattan, 2001.
- MOSSE, George. *The Nationalization of the Masses: Political Symbolism and Mass Movements in Germany from the Napoleonic Wars through the Third Reich*. Ithaca: Cornell University Press, 1991.
- MURPHY, Craig. *International Organization and Industrial Change: Global Governance since 1850*. Cambridge: Polity Press, 1994.
- PASSINI, Michela. *La fabrique de l'art national: le nationalisme et les origines de l'histoire de l'art en France et en Allemagne, 1870-1933*. Paris, Maison des sciences de l'Homme, 2012.
- POLANYI, Karl. *La Grande Transformation: aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard, 1983.
- ROCHE, Daniel. *Humeurs vagabondes. De la circulation des hommes et de l'utilité des voyages*. Paris: Fayard, 2003.
- ROMEO, Elsa. *La Scuola di Croce: Testimonianze sull'Istituto italiano per gli studi storici*. Bologna: il Mulino, 1992.
- SASSEN, Saskia. *La Globalisation: une sociologie*. Paris: Gallimard, 2009.

- SASSOON, Donald. *The Culture of Europeans, from 1800 to the Present*. New York, Harper Collins, 2006.
- SHEPHERD-BARR, Kirsten. *Ibsen and the Early Modernist Theater, 1890-1900*. Westport Connecticut: Greenwood Press, 1997.
- SLOTERDIJK, Peter. *La Mobilisation infinie*. Vers une critique de la cinétique politique. Paris: Christian Bourgois, 2000.
- SMALL, Ian. *Conditions for Criticism: Authority, Knowledge, and Literature in the Late Nineteenth Century*. Oxford: Clarendon Press, 1991.
- SMALL, Ian; GUY, Josephine M.. *Oscar Wilde's Profession: Writing and the Culture of Industry in the Late Nineteenth Century*. Oxford: Oxford University Press, 2000.
- THIESSE, Anne-Marie. *La Création des identités nationales, Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*. Paris: Seuil, 1999.
- VAILLANT, Alain. L'écrivain, le critique et le pédagogue: essai de bibliométrie littéraire. *Philologiques 1*. Sous la direction de Michel Espagne et de Michael Werner. Paris: Maison des sciences de l'Homme, 1990.
- WALLERSTEIN, Immanuel. *The Capitalist World-Economy: Essays*. Cambridge: Cambridge University Press, 1979.
- WEBER, Eugen. *Peasants into Frenchmen*. Stanford: Stanford University Press, 2001 (1976).
- WILFERT-PORTAL, Blaise. Aux origines françaises du nationalisme anglais. La genèse transnationale de l'histoire littéraire anglaise (1836-1921). In: APRILE, Sylvie; BENSIMON, Fabrice (dir.). *La France et l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle: échanges, représentations, comparaisons*. Grâne: Créaphis, 2006a.
- \_\_\_\_\_. Henrik Ibsen, auteur international. In: ESPAGNE, Michel (dir.). *Le Prisme du Nord*. Pays du Nord, France, Allemagne, 1750-1920. Tusson: Du Lérot, 2006b.
- \_\_\_\_\_. Nation et nationalisme. In: DELACROIX, Christian *et al.* (dir.). *Historiographies*. Concepts et débats. Vol. 2. Paris: Gallimard, 2010.
- \_\_\_\_\_. La place de la littérature étrangère dans le champ littéraire français autour de 1900. *Histoire et mesure*, XXIII-2, 2008.
- \_\_\_\_\_. Traduction littéraire: approche bibliométrique. In: CHEVREL, Yves; D'HULST, Lieven; LOMBEZ, Christine (dir.). *Histoire des traductions en langue française, XIX<sup>e</sup> siècle, 1815-1914*. Lagrasse: Verdier, 2012.
- WOODHOUSE, John. *Defiant Archangel*. Oxford: Oxford University Press, 1998.

Recebido para publicação 19 de Setembro de 2012

Aprovado para publicação em Janeiro de 2013.

